



Cahiers d'études africaines

178 | 2005
Le retour du politique

QUANTIN, Patrick (dir.) — *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris, L'Harmattan, 2004, 360 p.

Alain Macé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5494>
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 juin 2005
ISBN : 978-2-7132-2048-7
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Macé, « QUANTIN, Patrick (dir.) — *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris, L'Harmattan, 2004, 360 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 178 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5494>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

QUANTIN, Patrick (dir.) — *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris, L'Harmattan, 2004, 360 p.

Alain Macé

- 1 Cet ouvrage collectif reprend des actes d'un colloque organisé les 7 et 8 mars 2002 au Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) de Bordeaux par l'Association française de sciences politiques. Il propose une réflexion sur le vote en Afrique à l'aide des outils de l'anthropologie. À titre d'introduction P. Quantin expose le but visé : relever des analogies entre le politique d'ici et d'ailleurs. Sur le plan théorique il convient, nous dit-on, de traiter le vote comme une chose et, sur le plan méthodologique, de privilégier le qualitatif au quantitatif. La question centrale à laquelle les douze auteurs vont tenter d'apporter des éléments de réponse est la suivante : s'agirait-il d'élections « pas comme les autres », *a fortiori* dans les années 1990 où nombre de régimes autoritaires surent briser les initiatives démocratiques ? Trois sous-traditions guident les études : l'approche en terme de choix rationnel (plutôt chez les économistes), l'approche culturaliste et l'approche structuro-institutionnaliste. Si la première ignore le contexte et si la seconde à l'inverse le promeut, en revanche la dernière permettrait, elle, de noter des parallèles. Son intérêt résiderait dans la recherche d'homologies structurelles (sans toutefois nier le jeu des acteurs et le poids du contexte), compte tenu aussi de l'historicité des systèmes politiques et de leur influence comme éléments structuraux. Dès lors, précise P. Quantin, trois hypothèses sont envisageables : ou ce sont des élections « pas comme les autres » promises ou non à le devenir, ou elles sont comparables à celles des pays dits démocratiques. Les deux premières font apparaître soit l'idée d'une norme universelle (une hypothèse déjà ancienne et guère favorable au comparatisme) soit celle d'une expérimentation de l'Afrique hors des sentiers battus (la divergence l'emporte alors). La dernière hypothèse, celle de la « convergence démocratique », s'appuie sur les élections vraiment compétitives des années 1990 pour fonder une analyse qui ne se réduise pas à

souligner des différences, tout en retenant l'originalité des scrutins. Ainsi, toujours selon P. Quantin, on pourrait s'interroger sur l'existence d'un modèle africain spécifique.

- 2 Les trois premiers textes engagent pour l'essentiel une réflexion sur le rapport entretenu entre des aspirations à la démocratie et les processus électoraux.
- 3 L'observation de la situation nigérienne conduit à une interrogation sur la permanence des conduites électorales indépendamment des conjonctures politiques (Gazibo, pp. 31-51). Car le respect de la sanction des urnes demeure fragile. La référence au principe schumpeterien (l'importance des procédures) laisse en suspend l'adhésion effective des divers acteurs en cas de crise institutionnelle : les Nigériens virent dans le coup d'État de 1996 la solution à une cohabitation désastreuse, avant de déchanter. Il eut fallu le souligner davantage, si une élection véritablement concurrentielle est sans nul doute un gage de démocratie, elle ne saurait cependant garantir son avenir. Le jeu politique semble en effet moins devoir être interprété en termes de continuité qu'en ceux d'une mise à l'épreuve de chacun.
- 4 En sus de son caractère multidimensionnel, l'analyse du processus électoral a aussi tout à gagner lorsqu'elle se démarque de l'approche politiste qui idéalise la démocratie occidentale (Compagnon, pp. 53-65). L'exemple du Zimbabwe atteste la nécessaire saisie préalable du contexte. Comme « fait politique total », l'élection s'inscrit dans une dynamique générale. Gardons-nous donc, prévient D. Compagnon, d'analyser uniquement les règles du jeu. Il s'agit là d'un point fondamental, hélas effleuré et sous le seul aspect des attitudes du pouvoir. On peut néanmoins le supputer raisonnablement, l'adoption de mœurs électorales démocratiques demandera du temps — comme ce fut le cas ailleurs du reste. Ce qui confirme la nécessité d'inscrire le comparatisme dans une perspective historique.
- 5 Une autre façon d'appréhender l'élection africaine consiste à l'envisager à travers le prisme du paradigme économique (Enguéléguélé, pp. 67-103). L'analyse adopte alors la démarche néo-utilitariste pour répondre à la question : comment vote-t-on ? L'individu ferait moins un choix de société que « son marché ». D'où l'idée de voir un « électeur consommateur » face à des « produits politiques ». De fait le citoyen disparaît. On discerne ici l'influence de l'idéologie rationaliste très en vogue dans les pays occidentaux. Elle permet à M. Enguéléguélé d'envisager des analogies par delà les contextes. Mais au vu de ce sur quoi porte ce type de comparatisme, il n'est pas interdit de s'inquiéter du risque d'assimiler l'acte de voter à une simple transaction et, pire, de voir la démocratie réduite à une vulgaire marchandise.
- 6 Les attitudes des partis dominants et les stratégies élaborées pour infléchir leur intransigeance sont au centre des trois développements suivants.
- 7 En Afrique la personnalisation d'un pouvoir hautement convoité et le marchandage des loyautés politiques sur des bases souvent régionales engendrent des démocraties faibles sous l'emprise de partis dominants ; *a fortiori* en l'absence de contre-projets (Van de Wall, pp. 105-128). Il faudrait alors se demander si, avec la fin des clivages idéologiques de la guerre froide, l'ethnicité ne serait pas devenue le principal critère de différenciation. N. Van de Wall reprend là une idée intéressante. Et, avec d'autres critères, on peut se demander à notre tour si cette absence de contre-projets, expressions par excellence de la politique, ne se rencontre pas également sous des latitudes où, le libéralisme occupant désormais seul le terrain, la *res publica* tend à s'effacer là encore devant des intérêts particuliers. Au bout du compte, tout dépend en effet de ce que désire l'électeur.

- 8 Nées à la faveur des ouvertures à la démocratie dans les années 1990, les Commissions électorales nationales (CEN) eurent pour mission de relégitimer les scrutins. D'une certaine manière, les nouveaux pouvoirs trouvèrent grâce à elles le moyen de s'institutionnaliser (Thiriot, pp. 129-147). En associant les partis et la société civile, les CEN surent en général maintenir à distance des appareils d'État au service des pouvoirs en place. Reste à savoir jusqu'à quel point, C. Thiriot l'affirme clairement, elles ne servirent pas parfois d'alibi et à des autocrates en quête d'une nouvelle virginité et aux bailleurs de fonds soucieux de mieux imposer leur diktat.
- 9 L'exemple de l'ONEL (Observatoire national des élections) au Sénégal montre comment un régime installé de longue date peut se montrer hostile à la perspective d'une alternance (Ould Ahmed Salem, pp. 149-184). À cause de prérogatives limitées, l'ONEL dut prendre à témoin les médias indépendants ainsi que le peuple afin de jouer à plein son rôle de tiers régulateur. Sa conquête de l'autonomie morale lui conféra une crédibilité notoire, d'une part, et, d'autre part, elle contribua activement à l'intériorisation de règles de bonne conduite par l'ensemble des acteurs de la vie politique. Z. Ould Ahmed Salem nous montre ici que le respect des normes ne va jamais de soi.
- 10 En matière de fraude électorale et de manipulation, deux propos vont s'attacher à montrer que, somme toute, l'Afrique ne fit que suivre le mauvais exemple.
- 11 Au Togo, le colonisateur manipula les scrutins à seule fin de briser les velléités d'indépendance des nationalistes (Toulabor, pp. 185-205). Outre le fait qu'il s'interroge sur le sens et sur la légitimité du vote dans un tel contexte, C. M. Toulabor se demande non sans malice si la pratique de la fraude est une étape nécessaire à l'apprentissage électoral. Il importe à juste titre de le rappeler, l'acquisition d'une discipline n'est en rien naturelle. Toutefois, il paraît simpliste, voire insultant pour les dirigeants africains, de laisser entendre qu'ils n'ont jamais été capables de la moindre initiative. Pensons au général-président E. G. Eyadéma...
- 12 Au cours des années précédant les indépendances, l'émergence de la « citoyenneté locale » puis l'élargissement progressif de l'électorat furent émaillés de pratiques discutables. Elles auraient en quelque sorte servi de canevas pour la jeune classe politique africaine, en l'occurrence ici camerounaise (Onana, pp. 207-241). On retrouve le thème du « mauvais exemple », cette fois-ci abordé sous l'angle d'une « socio-histoire du vote » : appelé à faire de la politique en apprenant à la faire, le nouveau candidat perçoit dès le départ l'intérêt de déployer des stratégies afin d'attirer les suffrages et celui de créer un entrepreneuriat politique. Devait-il pour autant suivre les traces du colonisateur ?
- 13 Enfin, les derniers exposés s'interrogent sur la capacité de l'Afrique à se saisir de son avenir politique à une époque où, sous la forme des Plans d'ajustement structurel (PAS), l'état du Marché semble ici aussi devoir conditionner la démocratie.
- 14 Le syndicalisme africain joue-t-il encore un rôle politique ? Après avoir impulsé les indépendances, il subit le joug des partis uniques. Son absence ensuite lors des processus de transition démocratique tient autant à sa perte d'influence due à un marché du travail peu structuré, qu'à la crise économique des années 1980 (Pérouse de Montclos, pp. 243-260). Au mieux parvient-il à catalyser la contestation, à défaut de proposer une alternative — à l'instar des partis d'opposition. En ce sens, à la nuance près que l'Afrique n'héritait pas d'une industrie lourde pour asseoir un mouvement ouvrier, sa trajectoire politique tend dorénavant à se confondre avec celle de son homologue des pays industrialisés. Un point de comparaison qui aurait mérité d'être abordé.

- 15 Les élections de mars 1997 à Kisangani fournirent à la population l'opportunité de prendre en main son destin (Maindo, pp. 261-283). La décision soudaine de L. D. Kabila d'une consultation à main levée eut pour résultat inattendu de voir le petit peuple promouvoir ses intérêts. Malgré les imperfections du scrutin, il est à première vue possible de parler d'un élan démocratique. Mais cette revanche des humbles sur les élites laisse en suspend des questions cruciales, dont au moins une que A. Maindo eut dû souligner ; lui qui compta parmi les nouveaux élus : au plan politique, que signifie choisir un individu sur ses seules qualités personnelles et non pas sur un programme ?
- 16 L'étude des conduites ne saurait faire l'économie d'un examen des langages. La présidentielle de 1996 au Bénin met en lumière la relation à la violence et à l'imaginaire de la mort, puis le recours au sacré (Mayrargue, pp. 285-312). Le retour de M. Kérékou à la présidence a été précédé d'une campagne où, que ce soit lors des meetings ou dans les tracts, les discours ont fait preuve d'une créativité exceptionnelle. Les militants et les candidats eux-mêmes n'ont pas manqué de se livrer à des surenchères, quitte à s'appuyer sur des éléments culturels ou sur le registre des Églises. Cette porosité entre le religieux et le politique eut nécessité une remarque supplémentaire : ne stigmatise-t-elle pas la difficulté des politiques à faire des propositions nouvelles ?
- 17 Pourquoi la démocratie gabonaise se présente-t-elle sous le masque d'une « démocratie des ténèbres » ? Une réponse purement culturaliste manquerait l'essentiel (Tonda, pp. 313-353). Il est impératif d'inscrire les rapports gouvernants/gouvernés dans une perspective historique : l'indistinction entre économie et politique introduite par l'Occident est le ressort de la violence dont les Africains sont devenus les victimes. Cet événement fondateur aurait-il scellé l'avenir ? J. Tonda pose en effet un regard profondément pessimiste sur l'Afrique. Curieusement, son analyse n'interdit pourtant pas la comparaison ; elle va même plutôt dans le sens de la critique de ce rationalisme aveugle qui prend aujourd'hui des accents totalitaires à un niveau mondial. Une fois de plus, la question de la politique, ou plutôt celle de sa probable absence, s'invite au cœur du débat.
- 18 Au terme de notre lecture, revenons à la question initiale : s'agirait-il d'« élections pas comme les autres » ? D'un strict point de vue institutionnel, l'intégration progressive des normes valide sans nul doute le modèle de la « convergence démocratique ». Mais le vote est-il réductible à une procédure ? Aussi étonnantes soient-elles parfois, les initiatives prises ici ou là sur le continent interdisent-elles réellement toute forme de comparatisme ? Plusieurs auteurs l'ont indiqué, une consultation populaire, c'est d'abord une interaction forte entre l'électeur et le corps politique ; un moment chargé d'attentes et de promesses. Les analyses n'auraient-elles pas dû davantage retenir ces deux composantes essentielles ? Manque également une analyse critique du vote dans les pays dits démocratiques, permettant ainsi à la réflexion de s'affranchir enfin d'un cadre toujours peu ou prou pris comme la référence incontournable — en particulier à une époque où l'abstentionnisme tend à gagner du terrain. Car, au final, les parallèles porteraient probablement moins sur les aspects purement institutionnels que sur l'absence de débats autour de véritables projets de société ; surtout lorsque les critères économiques entendent orienter l'avenir des peuples. S'il y a par conséquent du sens à établir des analogies entre l'ici et l'ailleurs, il se situe aussi au niveau des programmes — quelle que puisse être leur consistance. Et, dans ce domaine très précis, il faut bien le reconnaître, les « grandes démocraties » n'ont guère de leçons à donner à l'Afrique. Bref, bien qu'il privilégie les aspects techniques du vote au détriment du repérage

d'éventuelles expressions de la politique, cet ouvrage aura eu le mérite de le rappeler, les rapports entre gouvernants et gouvernés constituent une inépuisable source de réflexion.